



## CHAPITRE 82

### Loi modifiant la charte de la Ville de Saint-Laurent

[Sanctionnée le 30 juin 1972]

## CHAPTER 82

### An Act to amend the charter of the City of Saint-Laurent

[Assented to 30th June 1972]

Préam-  
bule.

ATTENDU que la Ville de Saint-Laurent a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 94 des lois de 1908, et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.  
193, a.  
64a, remp.  
pour la  
ville.

1. L'article 64a de la Loi des cités et villes est remplacé pour la Ville de Saint-Laurent par le suivant:

Pension  
au maire  
et aux  
membres  
du con-  
seil.

« 64a. Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de maire ou de membre du conseil pendant au moins huit années et qui aura cessé de remplir cette fonction après le 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle le règlement est adopté, une pension équivalant à cinquante pour cent de sa rémunération annuelle. Cette pension est payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois.

Contri-  
butions.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront verser au fonds d'administration générale une contribution égale à cinq pour cent de leur rémunération annuelle.

Preamble.

WHEREAS the City of Saint-Laurent has by its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper management of its affairs that its charter, chapter 94 of the statutes of 1908 and the acts amending it, be again amended to give it fuller powers;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for that purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 64a of the Cities and Towns Act is replaced for the City of Saint-Laurent by the following:

R.S., c.  
193, s.  
64a, re-  
placed  
for city.

“64a. The council may grant by by-law to every person who has held office as mayor or member of the council for eight years or more, and who has ceased to hold such office after the first of January in the year in which the by-law is passed, a pension equal to fifty per cent of his annual remuneration. Such pension shall be payable in equal and consecutive instalments on the first day of each month.

Pension  
to mayor  
and  
members  
of  
council.

In order to benefit from such pension payments, the members of the council must pay into the general administration fund a contribution equal to five per cent of their annual remuneration.

Contri-  
butions.

Rembour- sement.	Advenant le cas où un membre du conseil n'occuperait pas sa charge pendant huit années, les montants ainsi versés lui seront remboursés sans intérêt.	If a member of the council does not hold office for eight years, the amounts so paid shall be reimbursed to him without interest.	Amounts reim- bursed.
Partie d'année.	En calculant une telle période de huit années, une partie d'année est comptée comme une année entière.	In computing any such period of eight years, a part of a year shall be counted as a full year.	Part of year.
Pension addition- nelle.	Le conseil peut aussi, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant plus de huit années et qui a cessé de remplir cette fonction après le 1 <sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle le règlement est adopté, une pension annuelle additionnelle de deux cents dollars pour chaque telle année additionnelle. La révocation de tels règlements ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles ils s'appliquent ou se sont déjà appliqués.	The council may also, by by-law, grant to any person who has been a council member for more than eight years and ceases to be such after January 1st of the year in which the by-law is passed, an additional annual pension of two hundred dollars for each such additional year. The repeal of such by-laws cannot be set up against persons respecting whom they apply or have already applied.	Addi- tional pension.
Maxi- mum.	En tout temps, cependant, la pension versée aux membres du conseil en vertu du présent article, ne pourra excéder la somme de huit mille dollars pour le maire et de quatre mille dollars pour les conseillers.	A pension paid under this section to a member of the council shall at no time, however, exceed eight thousand dollars for the mayor or four thousand dollars for a councillor.	Maxi- mum.
Incessi- bilité, etc.	Cette pension est incessible et insaisissable.	Such pension shall be unassignable and unseizable.	Unassign- ability, etc.
Interrup- tion.	Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité. »	The payment of such pension shall be suspended during any period when the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or employment involving remuneration paid by the municipality. »	Payment suspend- ed.
S.R., c. 193, a. 104, mod. pour la ville.	<b>2.</b> Les deux premiers alinéas de l'article 104 de ladite loi sont remplacés pour la ville par les suivants:	<b>2.</b> The first two paragraphs of section 104 of the said act are replaced for the city by the following:	R.S., c. 193, s. 104, am. for city.
Vérifi- cateurs.	« <b>104.</b> Le conseil doit nommer un ou deux vérificateurs qui restent en charge jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs.	« <b>104.</b> The council shall appoint one or two auditors who shall remain in office until the entry into office of their successors.	Auditors.
Devoirs.	Les vérificateurs ainsi nommés sont tenus de faire l'examen des comptes de la municipalité à compter de l'année financière suivant leur nomination. Ils doivent faire rapport au conseil de leur examen dans les trente jours qui suivent l'expiration de ladite année financière. »	The auditors so appointed shall make an examination of the accounts of the municipality from the fiscal year following their appointment. They shall make a report of their examination to the council within thirty days after the expiration of such fiscal year. »	Duties.
S.R., c. 193, a. 108, rempl. pour la ville.	<b>3.</b> L'article 108 de ladite loi est remplacé pour la ville par le suivant:	<b>3.</b> Section 108 of the said act is replaced for the city by the following:	R.S., c. 193, s. 108, re- placed for city.

Directeur  
général.

« 108. Le conseil peut, par le vote affirmatif de la majorité de ses membres, nommer un directeur général et fixer son traitement.

Interpré-  
tation.

Partout où, dans la Loi des cités et villes, dans une loi générale ou spéciale, règlement ou autre document de la ville, le mot « gérant » est utilisé dans le sens de l'article 108 de la Loi des cités et villes, ce mot est remplacé, pour la ville, par celui de « directeur général ». »

S.R., c.  
193, a.  
108a, aj.  
pour la  
ville.

4. Ladite loi est modifiée pour la ville en insérant, après l'article 108, le suivant:

Directeur  
général  
adjoint.

« 108a. Le conseil peut nommer un directeur général adjoint pour assister le directeur général. En cas de vacance dans la charge de directeur général ou d'incapacité de celui-ci d'agir, le directeur général adjoint exerce tous les devoirs et les pouvoirs du directeur général. »

S.R., c.  
193, a.  
472, mod.  
pour la  
ville.

5. L'article 472 de ladite loi, modifié pour la ville par l'article 5 du chapitre 110 des lois de 1959/1960, est de nouveau modifié pour la ville en remplaçant le paragraphe 1<sup>o</sup>a par le suivant:

Nuisance.

« 1<sup>o</sup>a. Pour décréter que le fait par le propriétaire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'une terre, de laisser pousser sur ledit lot ou ladite terre, des branches, des broussailles ou des mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, des véhicules automobiles non immatriculés et hors d'état de fonctionner, des déchets, des détritiques, des papiers ou des bouteilles vides, constitue une nuisance.

Droit  
d'accès,  
etc.

Pour permettre aux employés de la ville de s'introduire sur lesdits lots, terrains ou terres, afin d'y enlever lesdites nuisances aux frais du propriétaire ou de l'occupant en défaut, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister de telles nuisances sur leurs terrains, ou pour prendre ou imposer toute mesure destinée à empêcher ces nuisances. »

Usage  
du nom  
corpora-  
tif, etc.,  
prohibé.

6. Le conseil peut, par règlement:  
a) décréter qu'aucun journal, revue, périodique, programme, brochure ou autres publications, émission à la radio ou moyen de publicité, carte personnelle ou d'affaires, papier à lettre, enseigne ou panneau ré-

« 108. The council may, by the affirmative vote of the majority of its members, appoint a general manager and fix his salary.

General  
manager.

Wherever, in the Cities and Towns Act, in any general law or special act, or in any by-law or other document of the city, the word "manager" is used within the meaning of section 108 of the Cities and Towns Act, this word shall be replaced for the city by the words "general manager".

4. The said act is amended for the city by inserting after section 108 the following:

R.S., c.  
193, s.  
108a,  
added for  
city.

« 108a. The council may appoint an assistant general manager to assist the general manager. If the office of general manager is vacant or if the general manager is unable to act, the assistant general manager shall have all the duties and powers of the general manager. »

Assistant  
general  
manager.

5. Section 472 of the said act, amended for the city by section 5 of chapter 110 of the statutes of 1959/1960, is again amended for the city by replacing paragraph 1a by the following:

R.S., c.  
193, s.  
472,  
am.  
for city.

« 1a. To decree that for the owner or occupant of a vacant or partly built lot or of land to allow branches, bushes or weeds to grow on the said lot or land, or to leave thereon scrap iron, motor vehicles which are not registered or not in running order, rubbish, refuse, paper or empty bottles, constitutes a nuisance.

Nuisance.

To authorize the employees of the city to enter upon the said lots or grounds or lands in order to remove the said nuisances at the expense of the owner or occupant at fault, and to impose fines on persons who permit such nuisances on their lands, or to take or impose any measure intended to prevent such nuisances. »

Right  
of entry,  
author-  
ized.

6. The council may, by by-law:

(a) prescribe that no newspaper, magazine, periodical, programme, brochure or other publication, radio broadcast or means of publicity, personal or business card, letterhead, sign or billboard may,

Use of  
corporate  
name  
etc., pro-  
hibited.

clame ne peut, sans autorisation, porter, prendre ou utiliser le nom corporatif de la ville, son écusson, ses armes ou son blason, ni le nom ou le titre d'un de ses services, ou un nom ou titre susceptible d'être confondu avec celui de la ville ou d'un de ses services, ou pouvant porter à croire qu'elle ou tel service peuvent en bénéficier;

b) prohiber l'impression, la vente, l'échange, la distribution, la diffusion, la possession ou l'utilisation de tout journal, revue, périodique, programme, brochure ou autres publications, émission à la radio ou moyen de publicité, carte personnelle ou d'affaires, papier à lettre, enseigne ou panneau réclame faites en contravention avec le présent article;

c) décréter que toute personne qui viole les dispositions de ce règlement est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois sur plainte portée devant la Cour municipale.

without authorization, bear, assume or use the corporate name of the city, its crest, coat of arms or seal, or the name or title of any of its departments, or any name or title which might be confused with that of the city or any of its departments, or which might lead to the belief that the city or such departments might benefit therefrom;

(b) prohibit the printing, sale, exchange, distribution, diffusion, possession or use of any newspaper, magazine, periodical, programme, brochure or other publication, radio broadcast or means of publicity, personal or business card, letterhead, sign or billboard effected contrary to this section;

(c) order that every person who contravenes the provisions of such by-law is liable for each offence to a fine not exceeding two hundred dollars and imprisonment not exceeding two months on a complaint brought before the Municipal Court.

Emprunts  
au fonds  
de roulement.

**7.** Le conseil peut, par résolution, emprunter au fonds de roulement les sommes dont il a besoin pour payer les dépenses préliminaires à la réalisation de travaux de nature capitale, en attendant que les fonds nécessaires à l'exécution desdits travaux soient mis à la disposition de la ville, par emprunt à long terme ou autrement.

**7.** The council, by resolution, may borrow from the working-fund the sums it needs to pay the expenses preliminary to carrying out capital works while awaiting availability to the city, through long-term loan or otherwise, of the funds necessary for carrying out such works.

Plan  
quinquennal de  
dépenses.

**8.** Le conseil est autorisé à adopter et à modifier en tout temps un plan quinquennal de dépenses en immobilisation d'un montant qu'il détermine. Ce plan et ses modifications doivent recevoir les approbations requises pour les règlements d'emprunt.

**8.** The council is authorized to adopt and amend at any time a five-year plan for capital expenditures in an amount which it determines. Such plan and its amendments must receive the approvals required for loan by-laws.

Approba-  
tions de  
règle-  
ments.

Une fois le plan ou ses modifications approuvés, le conseil peut, sans qu'il lui soit nécessaire d'obtenir l'approbation des propriétaires obligés et habiles à voter, visés aux articles 593 et 599 de la Loi des cités et villes, mais avec l'approbation du ministre des affaires municipales et celle de la Commission municipale du Québec, adopter un ou plusieurs règlements nécessaires à cette fin, à la condition que le montant total des emprunts n'excède pas celui prévu au plan.

Once such plan or its amendments are approved, the council may, without it being necessary to obtain the approval of the proprietors obliged and qualified to vote contemplated in sections 593 and 599 of the Cities and Towns Act but with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, pass one or more by-laws necessary for such purpose, provided the aggregate of such loans does not exceed that provided for in the plan.



Fonds de stabilisation pour déneigement.

**9.** Le conseil peut, par règlement, constituer un fonds connu sous le nom de fonds de stabilisation des dépenses de déneigement afin de mettre à sa disposition les deniers dont il peut avoir besoin pour rencontrer les dépenses de déneigement.

Capital.

Le capital de ce fonds ne doit pas excéder cinq pour cent du montant total des dépenses prévues au budget de l'année en cours.

Emprunts autorisés.

La corporation est autorisée à emprunter jusqu'à concurrence des sommes nécessaires à la constitution de ce fonds en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des personnes habiles à voter visées au premier alinéa de l'article 593 de la Loi des cités et villes n'est pas requise.

Dépenses de déneigement.

Pour les fins du présent article, l'expression « dépenses de déneigement » comprend toutes les dépenses directes faites pour le déneigement et pour l'entretien des rues et des trottoirs.

Idem.

Ces dépenses comprennent notamment :

- a) les salaires et les bénéfices marginaux des employés;
- b) les achats de matériaux, fourniture, et combustible;
- c) la location d'équipement et d'outillage;
- d) les contrats à forfait;
- e) le coût de réparation et d'entretien des véhicules et de l'équipement;
- f) les autres frais relatifs à l'utilisation des véhicules et de l'équipement;
- g) les réclamations pour dommages causés à la personne et aux biens à l'occasion du déneigement.

Emprunts à même le fonds.

Le conseil peut, par résolution, emprunter à ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées au premier alinéa. Ces emprunts peuvent être remboursés à même le surplus du budget de l'année courante et de toute autre manière décrétée par le conseil, sujet cependant à l'approbation de la Commission municipale du Québec.

**9.** The council, by by-law, may establish a fund called the "snow removal expenses stabilization fund" to place at its disposal the funds it may need to meet snow removal expenses.

Snow removal stabilization fund.

The capital of such fund shall not exceed five per cent of the total expenditures provided for in the budget for the current year.

Maximum capital.

The corporation may borrow up to the amounts necessary to establish such fund, in accordance with the formalities prescribed by law for any by-law ordering a loan, except that approval by the persons qualified to vote mentioned in the first paragraph of section 593 of the Cities and Towns Act is not required.

Loan authorized.

For the purposes of this section, the expression "snow removal expenses" includes all direct expenses incurred for snow removal and street and sidewalk maintenance.

Snow removal expenses.

In particular, such expenses include:

Idem.

- (a) salaries and marginal benefits of employees;
- (b) purchase of materials, supplies and fuel;
- (c) lease of equipment and tools;
- (d) contracts at a fixed price;
- (e) cost of repair and maintenance of vehicles and equipment;
- (f) other expenses relating to the use of vehicles and equipment;
- (g) claims for damage to persons and property during snow removal.

The council may by resolution borrow from such fund the moneys it may need for the purposes mentioned in the first paragraph. Loans so made may be repaid from the budget surplus of the current year or in any other manner the council orders, subject however to approval by the Québec Municipal Commission.

Loan resolution authorized.

1917/18, c. 91, a. 15, ab.

**10.** L'article 15 du chapitre 91 des lois de 1917/1918 est abrogé.

**10.** Section 15 of chapter 91 of the statutes of 1917/1918 is repealed.

1917/18, c. 91, s. 15, repealed.

1940, c. 95, a. 1, ab.

**11.** L'article 1 du chapitre 95 des lois de 1940 est abrogé.

**11.** Section 1 of chapter 95 of the statutes of 1940 is repealed.

1940, c. 95, s. 1, repealed.

<sup>1952/53,</sup>  
<sup>c. 78, a. 7,</sup>  
<sup>ab.</sup> **12.** L'article 7 du chapitre 78 des lois de 1952/1953 est abrogé.

**12.** Section 7 of chapter 78 of the statutes of 1952/1953 is repealed. <sup>1952/53,</sup>  
<sup>c. 78, s. 7,</sup>  
<sup>repealed.</sup>

<sup>1956/57,</sup>  
<sup>c. 79, a. 5,</sup>  
<sup>ab.</sup> **13.** L'article 5 du chapitre 79 des lois de 1956/1957 est abrogé.

**13.** Section 5 of chapter 79 of the statutes of 1956/1957 is repealed. <sup>1956/57,</sup>  
<sup>c. 79, s. 5,</sup>  
<sup>repealed.</sup>

Entrée en  
vigueur. **14.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**14.** This act shall come into force on the day of its sanction. <sup>Coming</sup>  
<sup>into force.</sup>